

Écrit par le 3 juillet 2026

Région Sud : Romain Lautier pilote la Maison de la Région en Vaucluse



[Romain Lautier](#) est le nouveau responsable de [la Maison de la Région Sud dans le Vaucluse](#). Auparavant directeur de cabinet du maire de Bollène [Anthony Zilio](#), de décembre 2020 à fin 2024, après avoir été chef de cabinet de Maurice Chabert, président du conseil départemental de Vaucluse, de 2015 à septembre 2019 où il assurera également officieusement les fonctions de directeur de cabinet.

Cet ancien collaborateur de Marie-Josée Roig, dont il fut le chef de cabinet pendant 2 ans ainsi que son assistant parlementaire, a été aussi directeur de la communication de l'Opéra Grand Avignon.

Titulaire d'un master communication institutionnelle à l'international à sciences Po Aix, ce dernier a débuté ses études supérieures à l'université d'Avignon avec un Deug information et communication.

La Maison de la Région Sud en Vaucluse

Véritable ambassadeur de la Région Sud dans le département de Vaucluse, la Maison de la Région est le facilitateur de la Région vis-à-vis des acteurs du territoire et accompagne les dispositifs régionaux sur le

Ecrit par le 3 juillet 2026

Vaucluse.

Elle accueille des services opérationnels et proposent une offre de service auprès de l'ensemble des directions régionales dans le cadre de la mise en œuvre de leurs dispositifs d'intervention (mise à disposition de salles de réunion, diffusion d'information, organisation de rencontres).

Elle est composée d'une quarantaine d'agents œuvrant notamment dans les compétences régionales que sont:

- [l'économie et l'emploi](#)
- [l'éducation \(les lycées\), l'orientation, l'apprentissage et la formation professionnelle](#)
- [les transports \(usagers comme scolaires\)](#)
- [l'agriculture et l'environnement](#)
- [l'aménagement du territoire](#)
- [la culture](#)
- [le sport](#)
- [la santé](#)
- [l'Europe et l'international \(gestion des fonds alloués par l'Europe depuis 2014\)](#)

La Maisons de la région en Vaucluse a vocation à apporter des réponses de proximité aux usagers et accompagner en ingénierie territoriale les projets des communes, des intercommunalités et du département de Vaucluse ainsi que les grands dossiers structurants tels que l'organisation des JO d Hiver 2030 sur son territoire.

Elle a par ailleurs vocation à être le lien permanent de la Région Sud avec les décideurs publics et économiques du département de Vaucluse et renforcer sa démarche de proximité avec tous les acteurs du Vaucluse sur les sujets et enjeux prioritaires propre à ce département.

Contact :

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Maison de la Région de Vaucluse
135 avenue Pierre Séward MIN d'Avignon Bât D4
84000 AVIGNON - 04 90 14 40 60
maisondelaregion84@maregionsud.fr

3 en 1 pour Renaud Muselier en déplacement

Ecrit par le 3 juillet 2026

à Courthézon



Il a fait d'une pierre trois coups, le président de la [Région Sud](#) mardi 29 avril après-midi. D'abord visité le site de fabrication de chaussures centenaire Gaston Mille, puis posé la 1ère pierre de la future Maison de Santé et enfin lancé la campagne des Municipales 2026 avec son parti '[Cap sur l'Avenir](#)'.

« Un mouvement 100% Sud, 100% Région, 100% territoire, organisé par bassins de vie qui additionne les savoir-faire, les compétences, les points de vue, les priorités et les identités, voilà ma méthode », explique [Renaud Muselier](#) accompagné de [Bénédicte Martin](#), 1ère vice-présidente de la Région Sud et référente Vaucluse de 'Cap sur l'Avenir' qui parrainera certains candidats vauclusiens aux municipales.

« Prenons notre destin en main, préconise-t-il depuis qu'il a créé ce mouvement en 2022. Nous devons promouvoir notre magnifique région, nous battre pour nos grands dossiers, rassembler toutes les bonnes volontés, des écologistes raisonnables jusqu'aux gaulistes au sein d'un arc républicain et démocrate.

Écrit par le 3 juillet 2026

Notre parti a besoin de vous. Redonnons un sens à la vie politique, à la proximité, au militantisme. »

« L'échelon local est celui de l'action. Nous devons nous engager, ici, loin des cercles parisiens, tous ensemble, les chefs d'entreprises, les ouvriers, les agriculteurs, les artistes, les artisans, la société civile, l'union fait la force », a-t-il conclu devant une centaine d'invités, sympathisants, élus, décideurs de Courthézon rassemblés au Domaine Cristia.

[Chez Gaston Mille à Courthézon depuis plus de 100 ans, ça marche](#)

[Renaud Muselier pose la 1ère pierre d'une nouvelle Maison de Santé à Courthézon](#)

Chez Gaston Mille à Courthézon depuis plus de 100 ans, ça marche

Ecrit par le 3 juillet 2026



C'est dans les années 1900 que le couple Emmanuel et Félicie Mille a créé cette entreprise familiale de chaussures. Pendant la Première Guerre mondiale, elle fait tourner la maison pendant que son mari est au front. Suivront Gaston, Charles, Hugues et aujourd'hui Nicolas et sa soeur Estelle qui sont aux commandes de la société familiale et représentent la 5e génération.

Implantée d'abord au cœur d'Orange, près de la Poste, elle a migré vers Courthézon en 1995 pour s'agrandir au cœur de l'une de ses zones d'activités, la Grange Blanche, qui recense une trentaine d'entreprises et 500 emplois. Centenaire mais innovante, cette PME de 50 salariés a lancé dès 1946 la 1^{re} chaussure de sécurité avec embout acier en fer forgé. Et en 1964, en collaboration avec le fameux Dr Martens, a été créée la semelle à coussin d'air 'Arausio' et à grosses surpiqûres jaunes qu'on trouve encore aujourd'hui dans les boutiques branchées et que s'arrachent les ados.

Ecrit par le 3 juillet 2026

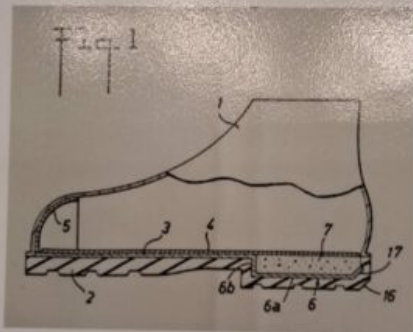


Ecrit par le 3 juillet 2026



1964

er Charles MILLE et le Dr Martens créent
la semelle à coussin d'air Arausio®
e la brevetée, reconstruant un énorme succès



1990

t Lancement des chaussures de
sécurité spécialisées dans l'agro-
alimentaire et la RHF

Ecrit par le 3 juillet 2026

L'ébauche de la fameuse chaussure Dr Martens

©Andrée Brunetti / L'Echo du Mardi

Le président de la Région Sud à Courthézon

Ce mardi 29 avril, Estelle et Nicolas Mille ont reçu la visite du président du Conseil Régional [Renaud Muselier](#) et de la présidente du Conseil Départemental de Vaucluse [Dominique Santoni](#). « En 2020, avec le Covid nous avons traversé une période difficile, nos ventes se sont effondrées et la Région Sud nous a accordé une subvention de 185 000€ ce qui nous a permis de sortir la tête de l'eau et d'investir ensuite près de 2M€ dans une machine bien plus productive, explique le PDG. Aujourd'hui, nous sortons 400 000 paires par an et ça va aller crescendo et nous exportons dans le monde entier, en Arabie Saoudite, en Australie, en Europe, aux USA, 40% de notre production. Dans toutes les tailles, du 35 au 46, et dans toutes les matières, buffle, vache, nubuk, polyuréthane, avec des finitions lisses ou travaillées. »

Après avoir fait le tour de l'usine, Nicolas Mille a évoqué les difficultés des patrons français face à la paperasse d'une administration tatillonne qui ajoute des normes aux réglementations européennes, face à la difficulté de recruter notamment des jeunes, face aux droits de douanes et pas seulement ceux des USA et face à la fiscalité.

Renaud Muselier lui a répondu : « La Région Sud investit 6Mds€ dans l'économie, elle a rajouté 1Md€ lors de la crise sanitaire et financé 13 millions de masques, ce que l'État a été incapable de faire. Tout le monde râle sur la conjoncture, mais vous, vous avez aussi su rebondir et vous êtes la 5ème génération de la famille Mille, bravo ! »

Pour conclure, le Président a pris deux exemples récents de résilience qui tordent le cou aux idées reçues et qui prouvent que le génie français existe bel et bien. D'abord l'organisation des Jeux Olympiques puis la reconstruction à l'identique de la Cathédrale de Notre-Dame de Paris. « Malgré le carcan de l'administration, la crise de l'énergie, le coût des matières premières, on a fait face, on a avancé, on a su trouver les moyens matériels et les ressources en nous, on a innové et on a gagné le pari. Tout le monde le reconnaît. Donc, ne baissons jamais les bras, fonçons ! »

[Gaston Mille : innovation, qualité et durabilité au service de la chaussure de sécurité](#)

Ecrit par le 3 juillet 2026

Tenue unique dans les lycées : la Région Sud stoppe l'expérimentation



Après avoir été la première région à expérimenter la tenue unique dans deux de ses lycées, la Région Sud vient de suspendre l'initiative. Une décision prise à regret en raison de son coût et du manque de lisibilité des financements de l'Etat.

Face à l'incertitude budgétaire et à l'absence de garantie de cofinancement avec l'Etat, la Région Sud a décidé d'arrêter l'expérimentation de la tenue unique afin de ne pas faire peser son coût sur le pouvoir d'achat des familles. Cette démarche visant à renforcer l'égalité, la cohésion et le respect dans les établissements scolaires avait été mise en place à la rentrée 2024 dans deux lycées, [au Lycée Jean d'Ormesson à Châteaurenard](#) et au Lycée Les Palmiers à Nice. Une mesure représentant un investissement régional de 500 000€.

Economiser le prix d'un lycée neuf

« Nous avons été les premiers à dire oui, nous avons financé, nous avons expérimenté dans deux de nos

Ecrit par le 3 juillet 2026

lycées avec des tenues Made in France, explique Renaud Muselier, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Mais sans visibilité sur un éventuel soutien de l'État, il aurait été irresponsable d'engager 44M€, soit le prix d'un lycée neuf, pour une généralisation dans tous nos lycées régionaux. » La Région rappelle qu'elle reste toutefois pleinement mobilisée « pour accompagner les lycées dans l'application du règlement intérieur et l'exigence d'une tenue correcte imposée par les établissements. »

[Châteaurenard : la Région PACA distribue une tenue unique dans un lycée de la ville](#)

Sorgues : sécurité renforcée autour du lycée Montesquieu



Suite à l'agression survenue devant le lycée Montesquieu de Sorgues, la gendarmerie et la Police Municipale ont décidé d'unir leurs forces pour sécuriser les abords de l'établissement et rassurer élèves,

Ecrit par le 3 juillet 2026

parents et riverains.

« La présence renforcée des patrouilles vise à prévenir tout nouvel incident et à garantir un environnement serein pour tous », explique la gendarmerie de Vaucluse.

Cette mesure fait suite à l'agression au couteau d'un jeune de 17 ans, ce lundi matin 24 février, devant l'établissement scolaire. Les jours de la victime ne sont plus en danger alors que l'agresseur, né en 2008, a été interpellé par les gendarmes quelques heures plus tard. Une *enquête pour tentative de meurtre* a été ouverte à l'encontre de ce dernier, lui aussi élève dans le même lycée.

« Dans nos lycées, on doit apprendre, s'épanouir, préparer son avenir. Pas craindre la violence. »

Renaud Muselier, président de la Région Sud

La Région va renforcer les contrôles dans les lycées

« Je veux, au nom de la Région Sud, dire toute ma solidarité à la victime, à sa famille et à la communauté éducative, dénonce Renaud Muselier, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Je tiens à remercier les secours, les forces de l'ordre dont l'intervention rapide a permis d'interpeller l'agresseur, ainsi que l'agent d'accueil du lycée, dont le sang-froid et la réactivité ont permis de porter immédiatement assistance à la victime. Rien ne justifie, jamais, une telle violence, cet acte est inacceptable ! Dans nos lycées, on doit apprendre, s'épanouir, préparer son avenir. Pas craindre la violence. »

« Après l'annonce la semaine dernière d'Elisabeth Borne, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, une multiplication des contrôles réguliers de sacs seront organisés devant certains lycées dès le printemps par les forces de l'ordre, en lien avec le préfet, le procureur et le représentant de l'Education nationale, poursuit le président de la Région Sud dont les lycées sont une de ses compétences. La Région est et restera pleinement mobilisée pour garantir la sécurité et la tranquillité de nos jeunes. »

Ecole supérieure d'Ebénisterie d'Avignon, Les inscriptions sont ouvertes

Ecrit par le 3 juillet 2026



L'École supérieure d'Avignon (Eséa) fait évoluer son offre de formations certifiantes, plaçant l'ébénisterie au centre des trois formations : Mobilier de style, contemporain et sculpture & dorure. L'école ambitionne de s'installer, à long terme, sur un nouvel espace au Thor et de diversifier ses filières d'apprentissage.

Les contenus pédagogiques changent proposant aux apprentis de confectionner de nouveaux meubles pour des usages plus contemporains. Le confiturier se transforme pour intégrer de la lumière, tout comme le kube, la console, un module d'agencement, un bureau sculptural un miroir doré, ou encore un meuble de fin d'année.

Une certification renouvelée pour 5 ans

La certification de l'école a été reconduite pour 5 ans ce qui permet aux futurs candidats d'obtenir des financements et, aux stagiaires diplômés, d'accéder à une certification officielle et à obtenir un niveau Bac, au terme des 10 mois de cours intensifs.

L'Eséa a fêté ses 40 ans

L'école, qui vient de fêter ses 40 ans, forme chaque année une cinquantaine d'adultes venus de toute l'Europe, dans les métiers du bois. Fondée par Louis Suau, la structure est dirigée par [Magali Donnat](#)

Ecrit par le 3 juillet 2026

dont la qualité de [manageuse de l'année](#) a été saluée par nos confrères du quotidien La Provence, lors d'une remise de prix par Renaud Muselier, le président de la région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Des élèves en conversion venus de tous les horizons professionnels

Ingénieur, directeur marketing, cadre commercial, enseignant, militaire... Les profils des élèves en reconversion professionnelle sont majoritairement issus de métiers tertiaires amenés à changer de vie, 'en quête de sens', souvent au milieu de leur vie. L'École supérieure d'ébénisterie d'Avignon se situe 1742, route d'Orange au Thor. info@esea-avignon.com et www.esea-avignon.com

L'activité en chiffres

90.5% C'est le taux d'insertion dans l'emploi en ébénisterie à l'issue de la formation en 2022/2023 et **81%** celui dans l'emploi en sculpture et dorure sur bois à l'issue de la formation en 2022/2023. **440 000 personnes**, c'est le poids de l'Emploi en France autour des métiers du bois. **80 000 à 100 000** c'est le nombre de personnes recrutées en 2024 dans les métiers du bois. 2 490€ C'est le salaire moyen d'un ébéniste salarié. **75,2%** Des entreprises, tous secteurs confondus, sont encore en activité 3 ans plus tard. **6,3%** C'est le pourcentage d'évolution du chiffre d'affaires d'un ébéniste entre 2021 et 2022.



Copyright GRZ

« Il est où le bonheur, il est où » : en Région Sud d'après le baromètre des régions de l'Institut Odoxa



Le tube du chanteur carpentressien Christophe Maé en 2016 est toujours d'actualité. Et [Renaud Muselier](#) n'était pas peu fier, lors de ses vœux à la presse le jeudi 23 janvier à Marseille, d'annoncer que la [Région Sud](#) était passée en tête devant la Bretagne, qui était leader depuis 2015. « Désormais 94% des habitants partagent ce constat alors qu'ils étaient 84% à être heureux de vivre ici. » Et d'ajouter : « même si l'argent ne fait pas le bonheur, nous sommes devenus la 2^e région de France en PIB par habitant, derrière l'Île-de-France alors que nous étions en 4^e position il y a 10 ans. »

Le Président de la Région Sud a souhaité une bonne année à tous dans les rédactions et a souligné que « 2024 avait été une année de turbulences. En Ukraine depuis 1 000 jours, au Proche-Orient où le cessez-le-feu est fragile, en Irak après l'effondrement du régime de Bachar el-Assad, sans parler de la réélection de Donald Trump qui, dès son 1^{er} jour de mandat, a mis en péril l'OMS, l'OMC et les Accords de Paris. En France, en dehors du succès des Jeux Olympiques, la dissolution inattendue, les législatives sans

Ecrit par le 3 juillet 2026

majorité, quatre premiers ministres en une seule année et aucun budget. Une 1^{re} en 45 ans, avec 300Mds€ de dettes. »

Il continue : « En décembre, cela fera 10 ans que nous sommes arrivés à la tête de la Région, avec [Christian Estrosi](#). Une décennie, ça change ! Nous sommes la région du bonheur, du bon sens, de la stabilité. La plus belle du monde, un véritable paradis avec 5 millions d'habitants, trois marques connues dans le monde entier : Provence - Alpes - Côte d'Azur. Un espace béni des dieux avec 50% d'espaces boisés, 1 000km de côtes, neuf PNR (Parcs naturels régionaux, dont 2 en Vaucluse, Luberon et Ventoux), un pôle militaire avec 3 bases aériennes (dont la BA 115 à Orange-Caritat), une terre résolument culturelle, 1^{re} région de France des festivals (Avignon, Orange). 62M€ vont être investis dans ce secteur et les Chorégies vont passer en EPCC (Etablissement Public de Coopération Culturelle). En bref, 2024 a été l'année de tous les records en matière de tourisme avec une progression de +3%. »

Les priorités pour la 2^e partie du mandat

Renaud Muselier égrène les sujets de satisfaction. « Ici la maison est tenue, quand on dit quelque chose, on le fait. Quand une décision politique est votée, elle est mise en œuvre. C'est la force de nos 83 élus issus de 14 formations, mais unis. Depuis 2021, nous avons obtenu 6Mds€ de fonds européens. Nous avons une vision pour la Région, la 2^e partie du mandat sera placée sous le signe des Jeux Olympiques, ils seront utiles à tous, ils seront un véritable accélérateur de la Camargue au Briançonnais, du Mont-Ventoux aux Alpes-Maritimes ».

Face à la crise politique induite par la dissolution, « Nous avons voté un budget de responsabilité et de solidarité avec 80M€ d'économies sur 260M€. Nous avons chassé les doublons pour nous recentrer sur nos compétences obligatoires, lycées, transports, économie. Et nous avons fait le choix de sanctuariser les communes et l'agriculture. »

Les lycées et les transports

Concernant les lycées, on en compte 174 dans la région, qui accueillent 195 000 élèves sur 3 millions de mètres carrés. Parmi les chantiers qui seront livrés cette année, le lycée Alphonse Benoît rénové à l'Isle-sur-la-Sorgue (20M€). Par ailleurs, le prix des cantines scolaires est maintenu à 4,30€ maximum jusqu'à la fin du mandat en 2028.

Dans les transports, il évoque « un choc d'offres ferroviaires après avoir été le 1^{er} à ouvrir le rail à la concurrence. Nous avons infligé 1M€ de pénalités à la SNCF pour les retards des trains. En septembre prochain, nous aurons une nouvelle DSP pour les cars « Zou » en Vaucluse. Certains seront à hydrogène et nous gardons cette règle d'or : aucune fermeture de gare ni de ligne. »

L'environnement et l'agriculture

Il poursuit : « Le Plan Or Bleu (que suit attentivement [Bénédicte Martin](#), la vice-présidente de la Région) continuera à être déployé notamment dans le Vaucluse pour une gestion durable dans un contexte de changement climatique. Avec la mise en œuvre d'un plan d'investissement de 750M€ pour la Société du

Ecrit par le 3 juillet 2026

Canal de Provence. Nous soutiendrons les agriculteurs dans la crise qu'ils traversent, nous lançons un Plan Agritourisme pour qu'ils diversifient leurs revenus, nous passons de 200 produits labellisés à 500 et nous mobilisons 63M€ pour solder plus de 2 000 dossiers FEADER d'ici le mois de juin. »

La sécurité

La sécurité est un enjeu majeur dans la Région Provence Alpes Côte d'Azur. « Nous voulons mieux équiper pour mieux protéger. 13M€ ont déjà été investis pour rénover les commissariats et renouveler la flotte automobile de la Police Nationale. 9M€ ont été alloués aux polices municipales dans 250 communes avec 650 caméras supplémentaires. Tolérance zéro pour l'impunité. Il y a eu 38 000 victimes de violences faites aux femmes, elles ont été accompagnées. 950 téléphones 'grave danger' et 150 bracelets 'antirapprochement' ont été attribués. Et nous allons expérimenter une 'Police des Transports' avec l'intelligence artificielle à des fins de reconnaissance faciale ».

Les feux de forêt

La Guerre du Feu continue avec la création de « gardes des forêts », c'est-à-dire davantage de vigies pour donner l'alerte. D'ailleurs, on est passé de 733 départs de feu et 8474 hectares détruits en 2017 à 299 départs et 447 hectares partis en fumée l'été dernier.

La santé

Côté santé, elle ne restera pas un voeu pieux que l'on fait tous en début d'année. « 2,5M€ seront dévolus à la réhabilitation du Centre Hospitalier de Carpentras et 2M€ à l'extension-restructuration du service réanimation et des urgences de l'Hôpital Henri Duffaut à Avignon. »

Des événements sportifs marquants en 2024

En attendant les Jeux Olympiques d'hiver en 2030 dans les Alpes françaises coorganisés par les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier est revenu sur les événements sportifs qui ont attiré nombre de touristes étrangers en plus des autochtones. « 20M€ de retombées pour le Tour de France au départ et à l'arrivée de Nice cet été, 200M€ pour l'arrivée de la flamme dans le Vieux-Port et son passage à Apt, Rustrel, au Mont-Ventoux, à Orange et Avignon, mais aussi pour les épreuves de voile au large de la Corniche, à Marseille. »

Il a conclu en insistant sur la solidarité, la proximité et la constance de la démarche de la Région Sud. En optimiste qu'il est, Renaud Muselier a dit préférer « l'espérance à l'angoisse, l'enthousiasme à la déprime, le combat à la résignation. C'est notre marque de fabrique. » Avec, en filigrane, dans le droit fil de son slogan « Une Cop d'Avance, devenir la 1^{re} région d'Europe neutre en carbone en 2040 plutôt qu'en 2050. »

Ecrit par le 3 juillet 2026



© Régis Cintas-Flores

La Région Sud veut accélérer le financement des entreprises

Ecrit par le 3 juillet 2026



L'hôtel de région à Marseille vient d'accueillir la soirée inaugurale de [Sud Place Financière](#). Ce projet a pour vocation d'aider les entreprises de la région en regroupant acteurs financiers publics et privés en constituant notamment un baromètre de la situation économique, des besoins de financement et de l'accès au crédit des entreprises régionales.

« Sud Place Financière incarne l'engagement fort de la Région pour accompagner les entreprises et dynamiser l'économie locale, explique [Renaud Muselier](#), président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, aussi président délégué de Régions de France. Trait d'union entre nos entrepreneurs et les professionnels de la finance et du conseil, c'est par ce collectif que nous continuerons d'être attractifs et performants en France et à l'international. »

9 membres fondateurs

Composée de 9 membres fondateurs (la Région Sud, Région Sud Investissement, la Banque de France, le Comité Régional Sud des Banques de la Fédération Bancaire Française, le Club Top 20, le Medef Sud, Bpi France, la Chambre de Commerce et d'Industrie Régionale et la CPME, Sud Place Financière regroupe aujourd'hui 65 membres actifs, incluant des banques, des investisseurs, des entrepreneurs et des experts, qui œuvrent ensemble pour concevoir des solutions adaptées aux besoins des entreprises.

Ecrit par le 3 juillet 2026

16M€ de fonds déjà levés

L'un de ses principaux objectifs est de soutenir l'innovation et les projets clés liés à la décarbonation industrielle, à l'intelligence artificielle et aux nouvelles technologies.

Pour cela, Sud Place Financière a déjà réalisé plusieurs actions afin d'aider des entreprises à obtenir les financements nécessaires pour réduire leur impact environnemental, de soutenir les jeunes entreprises (16M€ de fonds déjà levés) ainsi que de lancer les travaux de deux premières commissions thématiques 'Finance durable' et 'Capital Investissement'.

« Placer la finance au cœur de l'économie régionale. »

[Alain Lacroix](#), président de Sud Place Financière

« Parce qu'aujourd'hui la région constitue le maillon pertinent, la raison d'être de Sud Place Financière est de placer la finance au cœur de l'économie régionale, complète [Alain Lacroix](#), président de Sud Place Financière et président de [RSI](#) (Région Sud Invest). Elle aspire à être un lieu où, au-delà des intérêts individuels, chacun œuvre dans l'intérêt du plus grand nombre. Une communauté de femmes et d'hommes engagés, portés par une même ambition : faire de notre belle région un endroit où il fait bon vivre. »

Salon des maires de Vaucluse : « Après les gilets jaunes, les écharpes tricolores ? »

Ecrit par le 3 juillet 2026



Alors que l'assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse (AMV), et le salon des collectivités qui l'accompagne ont accueilli un millier de visiteurs, l'absence de Thierry Suquet, préfet de Vaucluse convoqué à Paris par Bruno Retailleau avec l'ensemble de ses homologues de l'Hexagone pour une réunion avec le ministre de l'Intérieur, a été particulièrement mal perçue par les maires.

Beaucoup d'élus locaux et peu d'Etat, beaucoup de questions et peu de réponses, beaucoup de colère et peu d'écoute... tels pourraient être les maître-mots de la vision qu'ont nos maires de leur rapport avec un Etat 'parisien' qu'ils considèrent de plus en plus éloigné des territoires.

C'est Cécile Helle, maire d'Avignon qui a pris la parole pour accueillir tous les maires de Vaucluse pour [cette première de l'AMV \(Association des maires de Vaucluse\) au parc des expositions.](#)

« D'habitude, nous nous réunissons à Monteux. C'est nouveau de nous retrouver à Châteaublanc, à quelques jours du Congrès des Maires à Paris. Cette année le thème est 'Les communes, heureusement!'. C'est une forme de reconnaissance pour la République décentralisée que sont nos villes et villages. Dans ces périodes d'incertitude, de crise, c'est une évidence pour les citoyens, une proximité. Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. Elles sont le premier des services publics, parfois le seul. Ce sont elles qui maintiennent les écoles, les équipements socio-culturels, le mouvement

Ecrit par le 3 juillet 2026

sportif, on l'a bien vu pour le passage de la flamme Olympique dans le Vaucluse le 19 juin. Elles sont un amortisseur social après la crise sanitaire, l'inflation, la flambée des prix de l'énergie, les citoyens se tournent vers les maires, c'est l'échelon le plus proche de leur protection, du renforcement du lien, du vivre ensemble. »



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. »

Cécile Helle, maire d'Avignon

Ecrit par le 3 juillet 2026

« On voit bien dans nos territoires que le changement climatique est une réalité, il frappe le monde agricole qui est un des piliers essentiels de l'économie du territoire. Nous avons aussi vu ces derniers jours chez nos voisins espagnols de Valence à quel point la Méditerranée est vulnérable », ajoute Cécile Helle, qui par ailleurs est géographe de formation.

« S'il n'y a pas de respect, de confiance, de soutien de la part de l'Etat, on verra, dans 5 ans, 10 ans, 20 ans à quel point la République sera fragilisée. Or là, nous n'avons aucune visibilité sur les budgets. Quel impact sur nos investissements, notre fonctionnement avec des ponctions de l'Etat de 5M€ sur les collectivités locales? Nous ne pouvons pas travailler sereinement quand on doit éponger le déficit de l'Etat dont nous ne sommes pas responsables. Nous ressentons un sentiment d'injustice alors que tous nos budgets, eux, sont en équilibre à l'euro près. »

Elle poursuit sa diatribe : « Pour Avignon, cela représente 3,6M€ sur les 150M€ de notre budget de fonctionnement. Que faire? Refermer la Médiathèque Renaud-Barrault de la Rocade que nous venons de rouvrir après l'avoir rénovée à grands frais, virer les 18 agents municipaux qui y travaillent avec les conséquences sur l'emploi et sur leurs familles que cela implique? Nous avons baissé le tarif des cantines scolaires, devons-nous y revenir? Tout ce que je demande c'est le respect et le soutien de l'Etat ».

« Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. »

Max Raspail, maire de Blauvac

Après Cécile Helle, c'est un autre maire qui prend la parole, celui de Monteux, Christian Gros, qui d'habitude accueillait jusqu'alors l'assemblée générale des maires de Vaucluse chez lui, au Château d'eau. En l'absence de Max Raspail souffrant, maire de Blauvac et conseiller départemental, il a lu sa lettre : « Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. On demande un peu de respect, sinon on va aller à la pêche ou jouer à la pétanque. Le découragement frappe un maire sur deux. 450 d'entre eux démissionnent chaque année, sans parler des adjoints ou des élus municipaux et 55% des sortants ne comptent pas se représenter en 2026, lors des municipales, c'est dire si le mal et la morosité ambiante sont profonds. Est-ce que l'enjeu en vaut la chandelle ? »

« A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée. »

Christian Gros, maire de Monteux

Christian Gros l'a ensuite martelé, comme chaque année : « A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée, nous portons notre mandat à bout de bras sans compter nos heures, avec passion et détermination. Que l'Etat protège ses élus locaux. Agressions physiques et morales, menaces, diffamation, harcèlement, pressions, il faut aller plus loin dans les sanctions ».

Ecrit par le 3 juillet 2026

Il évoque ensuite le manque total de visibilité : « Gérer, c'est prévoir. Or aujourd'hui on est en plein brouillard avec les contraintes que nous impose l'Etat. Entre les coups de rabot, le grignotage de la TVA, la baisse des DMTO, la diminution des commandes dans le BTP, les plans sociaux qui vont se succéder avec leur cortège de licenciements, l'angoisse grimpe. La conjoncture géo-politique inquiète. Le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau parle d'extension de pouvoirs vers les polices municipales, c'est encore un transfert de charges supplémentaires pour nous. »



Christian Gros lors de la minute de silence en hommage aux élus disparus dont Marie-Josée Roig maire d'Avignon pendant 3 mandats, conseillère régionale, présidente du Grand Avignon, députée et ministre de Jacques Chirac. ©AB/l'Echo du Mardi

Christian Gros continue : « Le mieux comme le pire ne sont pas exclus. Bien sûr on sait gérer, on va le faire mais on va jouer sur la prudence, reporter des projets. N'étranglez pas nos communes. Certes il est normal de participer au redressement des finances de la France, mais qu'on arrête de nous tenir pour responsables de son déficit abyssal. On ne doit pas être la vache à lait de tous ».

Il conclut quand même sur une note plus douce : « Etre maire, c'est le plus beau de tous les mandats,

Ecrit par le 3 juillet 2026

mais c'est tout sauf un long fleuve tranquille. C'est une aventure humaine d'une grande richesse avec nombre de contradictions, mais nous avons tous la passion du service public chevillée au corps ».

« La colère gronde dans les campagnes. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue

C'est ensuite au président de l'association représentant 149 des 151 maires de Vaucluse (Orange et Le Pontet ne sont pas adhérents) de s'exprimer. Pierre Gonzalvez qui a salué son ex-complice à la tête de la présidence bicéphale avec Jean-François Lovisolo. « 2024 est une année particulière aussi bien pour le climat international que pour l'ambiance anxieuse. Et la France est une société qui clive au moment où la modération a du mal à se faire entendre. Que feront les maires en 2026, certains vont baisser les bras, ne pas se représenter, mais tous les autres ont une foi indéfectible dans leur mission au service des autres. »

Il continue : « Nous devons faire des économies, mais pour certains il faut que rien ne change côté dotations, subventions. On nous a parlé de simplification administrative, mais nous nageons entre [PLU](#), [ZAN](#), [SCOT](#), [SRADDET](#). Que des sigles et acronymes qui s'ajoutent les uns aux autres dans un jargon insupportable. Comment ré-industrialiser sans terre disponible, comment construire des logements sociaux, des crèches, des écoles sans foncier disponible ? C'est une aberration totale : on paie chaque année des pénalités sans fin parce qu'on n'a pas la place d'édifier assez de HLM. Ou alors, certains aménageurs sans vergogne, rasant une maison au milieu d'un pré et construisent un immeuble qui bouche la vue des voisins qui se lancent dans une bataille juridique ».

Le maire de l'Isle-sur-la-Sorgue évoque ensuite les problèmes de paysans qui cultivent lavande, cerise, ou vigne. « [La colère gronde dans les campagnes](#). Ils n'ont pas été entendus depuis le Salon de l'Agriculture en mars dernier, ils vont repartir en tracteur vers les ronds-points et les préfectures. »

Ecrit par le 3 juillet 2026



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. »

Pierre Gonzalvez

Autre souci auquel sont confrontés les maires : les déserts médicaux. « Les nouveaux arrivants, dans nos communes, ne comprennent pas qu'ils n'aient pas un médecin traitant, c'est encore à nous de prendre le problème à bras le corps avec des Maisons de Santé que certains salarient, comme le fait la présidente du Conseil départemental à Avignon, Apt, Cadenet et bientôt à Sorgues ».

La liste des soucis des maires, continue avec la sécurité : « Le maire n'est pas l'alpha et l'oméga de la sécurité. Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. Certes, nous pouvons agir quand le trafic de drogue se diffuse chez nous à travers de pseudo-épicereries ouvertes toute la nuit qui provoquent embouteillages, bruits intempestifs et nuisances en tous genres pour ceux qui doivent se lever tôt le matin pour aller au travail. Mais on nous prend pour des empêcheurs de 'dealer en rond' et souvent des menaces sont proférées vers les policiers ».

Ecrit par le 3 juillet 2026

Le Département hausse le ton

Place à la présidente du Département de Vaucluse, Dominique Santoni. Elle avait déjà poussé un coup de gueule tonitruant lors de [la dernière séance plénière de l'exécutif](#) en disant que « Macron a cramé la caisse ». Cette fois, elle a martelé avec vigueur : « Paris ça suffit ! Nous nous efforçons de tenir la barre et de garder le cap. Depuis notre dernière AG, la dissolution n'a vraiment pas arrangé la situation. Et cela au moment même où les déficits de l'Etat ont explosé. Nous en avons assez d'un Etat central qui demande toujours plus aux collectivités locales en leur laissant toujours moins de moyens. Sans concertation et en ne s'appliquant pas à lui-même ce qu'il exige des autres. C'est une situation difficilement supportable et la liste est longue. Diminution de moitié de la DGF (Dotation globale de fonctionnement), perte partielle pour les communes et totale pour les départements de l'autonomie fiscale, transferts de compétences et de charges sans compensation financière, multiplication des normes et contraintes. Et voici, comme je l'ai déjà dit que l'Etat se retourne vers les collectivités locales pour renflouer ses caisses et son déficit. »

[Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches](#)

Dominique Santoni continue : « Les départements sont les collectivités locales les plus ponctionnées dans ce projet de loi de finance, 2,2 milliards €, soit 44% de l'effort pour ses dépassements. Mes collègues présidents de conseils départementaux sont remontés et en colère comme jamais. Certains ont plein d'idées pour renflouer les caisses de l'Etat, comme vendre les préfectures ou les tribunaux, propriétés de nos départements. Je vous rassure, madame la secrétaire générale (Sabine Roussely qui représentait le préfet convoqué au ministère de l'Intérieur ce jeudi), nous n'en sommes pas là dans le Vaucluse... Pas encore. »

La Présidente, exprime une fois de plus son attachement aux maires « J'ai été maire comme vous. Je sais combien les exigences et impatiences des citoyens sont de plus en plus fortes, les contraintes et pesanteurs de plus en plus lourdes, les pressions et menaces se multiplient et je vous exprime toute ma reconnaissance et ma gratitude et je reste à vos côtés comme partenaire au quotidien, vous pouvez compter sur ma présence. »

Message reçu à Matignon ?

Venu quelques jours plus tard assister à Angers aux assises des départements de France, Michel Barnier, le Premier ministre a promis de réduire significativement l'effort demandé aux conseils départementaux. Il a ainsi proposé « de réduire le taux de prélèvement prévu au titre du fonds de réserve », de relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO à hauteur de 0,5 points sur 3 ans ainsi que de renoncer -à minima- au caractère rétroactif de la baisse du taux de fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA). L'hôte de Matignon propose aussi d'étaler sur 4 ans, au lieu de 3, la hausse de cotisations des employeurs territoriaux à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et de rehausser les concours qui sont versés aux départements par la CNSA (Caisse

Ecrit par le 3 juillet 2026

nationale de solidarité pour l'autonomie).

Le département sort le chéquier pour les communes

Elle a évoqué 'Vaucluse Ingénierie' devenue agence technique du département. « 139 communes ont été accompagnées pour leurs projets. Dans le même esprit, nous proposons une enveloppe de 7M€ pour Vaucluse territoires de demain (2023-2026) et de 28,5M€ pour le contrat Vaucluse Ambition (2023-2025). »

Elle revient sur les efforts à faire pour réduire les investissements : « Il faudra trouver au minimum 15M€ mais je ne sais pas encore comment je vais boucler le budget. J'ai écrit au Premier ministre pour lui demander que le Vaucluse, au même titre que le Gard, l'Aude et l'Hérault soit exempté d'un prélèvement de 2% sur ses recettes mais je n'ai pas de réponse. Quoi qu'il arrive, je compte sanctuariser l'agriculture, l'aide aux communes, recruter des médecins généralistes, conduire nos grands chantiers (déviation d'Orange, Carrefour de Bonpas), valoriser les véloroutes. Et je le répète : le fonctionnement centralisé de notre pays où tout se décide à Paris, ça ne marche plus, il est à bout de souffle. Il est temps d'en changer, de bouger les choses. »

« Paris, ça suffit !

Il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. »

Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse

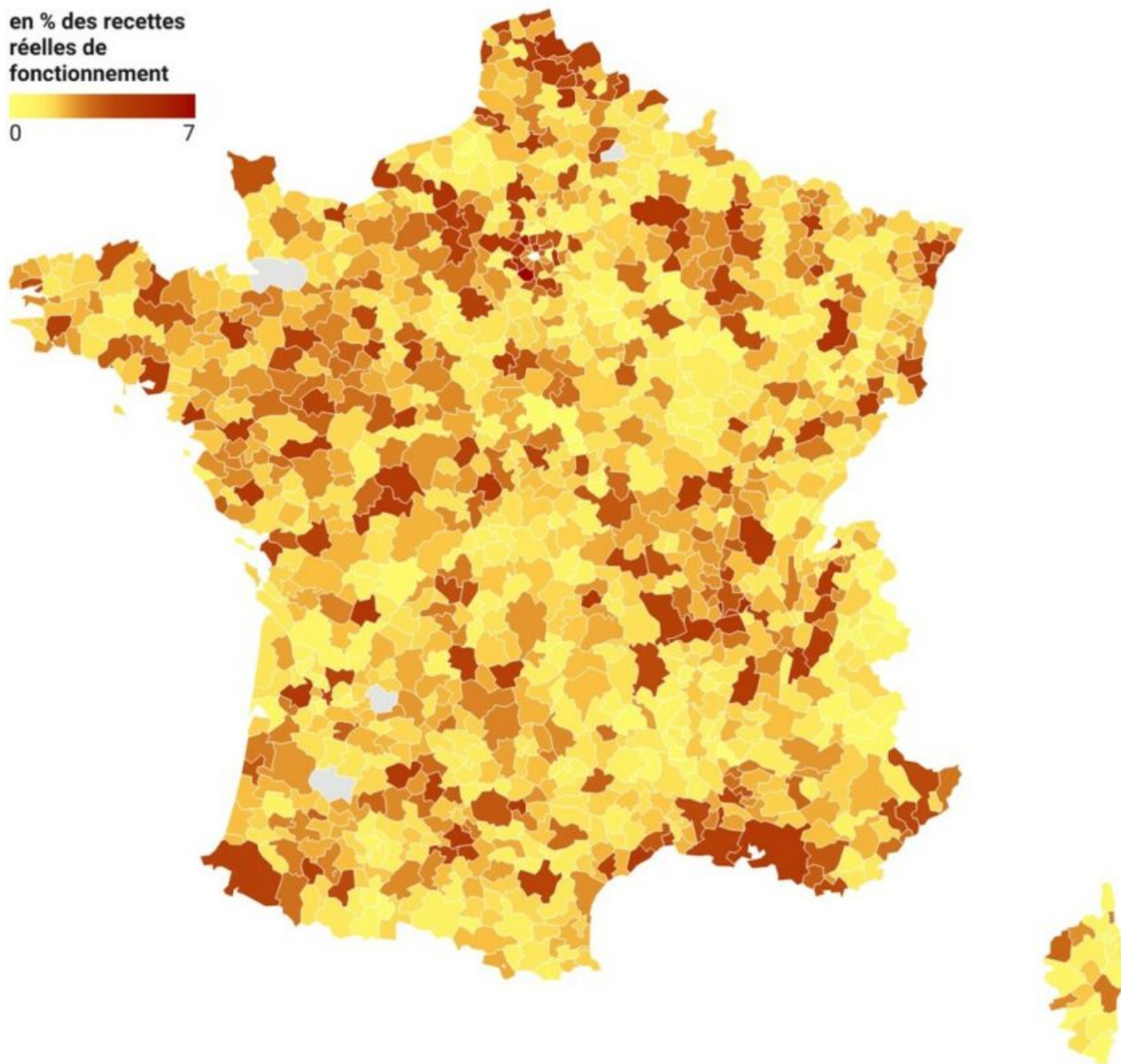
La présidente de l'exécutif vaclusien réclame alors plus de décentralisation. « Nous voyons bien qu'il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. Nous l'avons prouvé en luttant contre les déserts médicaux, en faisant revenir des allocataires du RSA dans le monde du travail, en construisant plus vite et davantage de logements sociaux, en installant la fibre et le haut-débit sur tous nos territoires, notamment ruraux grâce à Vaucluse Numérique. Pour cela nous devons jouir d'une véritable autonomie fiscale et financière. Nous attendons donc de l'Etat qu'il assume ses 3 grandes fonctions régaliennes : protéger, instruire et soigner. Mais décentralisation veut aussi dire simplification. Stop aux normes en tous genres, arrêtez ce cercle vicieux qui épuise et décourage toute initiative locale. Cela implique une déconcentration qui donne plus de pouvoir aux préfets et aux services de l'Etat. »

Ecrit par le 3 juillet 2026

Mise à contribution des collectivités au redressement des comptes publics

Montants estimés des mesures par intercommunalité (1,4 milliard d'euros)

en % des recettes réelles de fonctionnement



** Les mesures d'impact présentées sont des estimations. Elles ont été réalisées à partir d'hypothèses, sur la base des informations disponibles (2023) à la date de rédaction. Elles pourront donc faire l'objet d'évolution et de réajustements.*

Source: Intercommunalités de France • Créé avec Datawrapper

Ecrit par le 3 juillet 2026

Intercommunalités de France [vient de dévoiler une série de données et de cartes interactives inédites](#), présentant les impacts de l'ensemble des dispositifs prévus dans le projet de loi de finances (PLF 2025) intercommunalité par intercommunalité, et commune par commune.

Pour un acte III de la décentralisation

Dominique Santoni a alors lancé un appel 'transparent' à tous les élus locaux pour un « Acte III de la Décentralisation » en signant une pétition. « La situation financière de la France agit comme un électrochoc chez beaucoup de Français. Elle doit servir à réaliser des changements majeurs dans l'organisation de notre pays, il y faudra du courage et de la détermination ». Cette pétition sera envoyée au Premier ministre.

« A Bercy, ils nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'.
Excusez du peu, une paille, 60 milliards ?
Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? » »

Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Venu de Marseille, le président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, bien que macroniste, ne mâche pas ses mots : « Paris, ça suffit ! s'insurge-t-il lui aussi en reprenant la formule à Dominique Santoni. Surtout quand on entend qu'entre mars et juin dernier, le déficit s'est aggravé de 60 milliards supplémentaires. A Bercy, les Mozart de la Finance nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'. Excusez du peu, une paille, 60 milliards ? Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? »

Le président de la Région Sud admet qu'on va tous être impactés, car si le budget n'est pas voté, il n'y a plus de gouvernement, d'Etat. « En Provence-Alpes Côte d'Azur, si l'arbitrage est confirmé cela représentera un plan minceur de -120M€, -10%. C'est colossal. Nous allons devoir faire des choix, supprimer les doublons, mais ne pas toucher à l'aide aux communes, au budget agricole, on ne fermera pas de lycées. On ressent un sentiment ambivalent. D'abord, un abandon de l'Etat, une forme d'abattement, on est exaspérés. Mais en même temps, on veut défendre notre territoire. Notre démocratie doit fonctionner de la meilleure des façons possibles, grâce à vous tous, merci pour votre détermination et votre combat » a-t-il conclu sous des applaudissements nourris.

L'Etat a du mal à être audible

Enfin, c'est la secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse qui a longuement pris la parole en dernier, pour faire la liste de l'action de l'Etat depuis novembre 2024 et l'arrivée d'un nouveau préfet qui a succédé à l'énergique Violaine Démaret. « Nous devons partager nos efforts de façon solidaire, il ne s'agit pas d'un désengagement de l'Etat » a-t-elle résumé. Et les maires qui ont demandé le micro pour s'exprimer, on tous déclaré qu'ils avaient demandé un rendez-vous au préfet depuis son arrivée de Mayotte en février dernier et qu'ils ne l'ont toujours pas rencontré.

Ecrit par le 3 juillet 2026



©AB/l'Echo du Mardi